

Référence : 660S2401 PGC - PGC 1

Date d'édition : 25/10/2024

Rapport comportant : 31 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION

SAINT LAURENT DE LA SALANQUE EXTENSION DE CONSTRUCTION
EXISTANTE - CHENIL

Ministère des Armées 8 avenue de l'Aviation
66250 SAINT-LAURENT-DE-LA-SALANQUE



Maître d'ouvrage ESID

ESID DE LYON
22, Avenue Leclerc
69347 LYON

Le coordonnateur SPS
Patrick PARENT



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	17/10/2024	PARENT Patrick	Conception	

Diffusion :

Diffusion	ESID DE LYON		
	Madame DESMOND Melanie	Maître d'ouvrage ESID	melanie.desmond@intradef.gouv.fr
	ESID DE LYON - PMO DE MONTAUBAN		
	Monsieur DAURIOS Bertrand	Maître d'Oeuvre Pôle Montauban	bertrand.daurios@intradef.gouv.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	2 pages
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	CHAPITRE 4	25 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 04/01/2024.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération :	SAINT LAURENT DE LA SALANQUE EXTENSION DE CONSTRUCTION EXISTANTE - CHENIL
Adresse :	Ministère des Armées 8 avenue de l'Aviation 66250 - SAINT-LAURENT-DE-LA-SALANQUE
Type d'ouvrage :	Batiment militaire existant (Chenil + Zones Annexes)
Nombre de niveaux :	1
Nombre d'infrastructures :	1
Nombre de superstructures :	1
Hauteur maximale de l'ouvrage :	5.0 m
Surface du terrain :	nc m ²
Surface d'emprise de la construction :	nc m ²

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

L'objet de l'opération consiste à l'extension d'un chenil existant au profit du Centre Parachutiste d'Instruction Spécialisée (CPIS). Cette extension comprenant de la rénovation et des constructions neuves sera située à Saint Laurent de la Salanque dans les Pyrénées orientales (66).

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Plans DCE	07/08/2024
Pieces écrites	Date
NP_CCTP_DG	07/08/2024
NP_CCTP_LOT1_GO_VRD_FINITION	07/08/2024
NP_CCTP_LOT2_MENUISERIE-METALLERIE	07/08/2024
NP_CCTP_LOT3_ELECTRICITE-CVC-PLOMBERIE	07/08/2024
Autre	Date
Courriel_MOA_07082024_PC_Amiante_plomb	07/08/2024

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **2**.

2.3.2 Déclaration préalable

Sans objet.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **2**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Le montant des travaux de l'opération étant supérieur à 760.000,00 €, celle-ci est soumise à l'obligation de réalisation de V.R.D. préalables (décret 2001-384 du 30/04/2001).

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage ESID	ESID DE LYON	22, Avenue Leclerc 69347 LYON
	Monsieur BOUTONNET Benjamin	benjamin.boutonnet@intradef.gouv.fr
	Madame DESMOND Melanie	melanie.desmond@intradef.gouv.fr
Maître d'Oeuvre Pôle Montauban	ESID DE LYON - PMO DE MONTAUBAN	13 avenue du 11°RI 82013 MONTAUBAN CEDEX
	Monsieur DAURIOS Bertrand	Tel : 06 07 24 06 31 bertrand.daurios@intradef.gouv.fr
CSPS Alpes Controles	ALPES CONTROLES	56 Route de Prades 66000 PERPIGNAN Tel : 04 48 20 22 20
	Monsieur PARENT Patrick	Tel : 06 79 63 16 34 pparent@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Inspection du travail	Inspection du travail des armées	60 boulevard du général Martial Valin PC 066 - CS 21623 75509 Paris Cedex 15 cga.ita.fct@intradef.gouv.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - VRD-GO-FINITION		
Lot 02 - SERRURERIE - COUVERTURES		
Lot 03 - ELECTRICITE- PLOMBERIE-CVC		

4. CHAPITRE 4

4.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (R4532-44 1°)	2
4.1.1	Contraintes d'environnement	2
4.1.2	Présence d'amiante	2
4.1.3	Présence de plomb	2
4.2	MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER	3
4.2.1	ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	3
4.2.2	ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.	4
4.2.3	ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).	5
4.2.4	ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.	5
4.2.5	ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.	6
4.2.6	ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.	6
4.2.7	ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.	7
4.2.8	ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.....	9
4.2.9	ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..	11
4.2.10	ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.	14
4.2.11	ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..	19
Consignes		20
Déclaration d'accident		20
4.2.12	Mesures d'évacuation.....	20
4.2.13	Services d'urgence	20
4.2.14	ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.	21
4.3	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	23
4.4	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	24
	DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE	24

4.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS (R4532-44 1°)

4.1.1 Contraintes d'environnement

Type de site : Bâtiment

Bâtiments environnants : Oui - Bâtiment militaire

Bâtiments mitoyens : Non

Voies de circulation : Interne – Cf. Plan de circulation

Réseaux existants connus par le Coordonnateur SPS au moment de la rédaction du présent document :

- Oui – Cf. Plan Exploitant

4.1.2 Présence d'amiante

4.1.2.1 Diagnostic obligatoire avant travaux : **Non – PC de 2010 – Cf. Mail du 07/08/2024**

Mesures de prévention spécifiques

Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.

4.1.3 Présence de plomb

4.1.3.1 Diagnostic obligatoire avant travaux : **Non – PC de 2010 – Cf. Mail du 07/08/2024**

4.2 MESURES DE PREVENTION DES RISQUES LIES A LA COACTIVITE APPLICABLES AU CHANTIER

4.2.1 ARTICLE 4532-44 - 2° Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Présence de personne non autorisée sur le chantier.	<ul style="list-style-type: none">- Criblage du Ministère de l'armée OBLIGATOIRE- Enregistrement au PC sécurité- Port du badge- Dépose des moyens de communication au PC sécurité.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	L4121-2 R4532-16
Approvisionnement	Gestion logistique jusqu'à la réception, comprenant notamment gestion : <ul style="list-style-type: none">• organisation des approvisionnements,• planification des approvisionnements sur la base d'un tableau récapitulatif des matériaux et des charges.	Maître d'œuvre	Toutes les entreprises.	R476

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par **le lot Gros œuvre** au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

4.2.2 ARTICLE 4532-44 - 3° a) Mesures de coordination concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE quand – où	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Renversement du personnel.	Mise en place et entretien de voies de chantier avec séparations flux engin/piéton (jusqu'à la fin des travaux). A matérialiser sur plan avant travaux : - Entre point d'entrée de chantier, base vie, zones de travaux et zones de stockage	Lot GO	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4533-2 R4224-3
Renversement du personnel.	Réalisation et entretien jusqu'à la réception (y compris balisage) de pistes spécialement réservées à la circulation lors des mouvements importants de camions ou de tous autres véhicules de transport (type noria au équivalent).	Lot GO	Toutes les entreprises.	R4534-10
Renversement par engin	Délimiter les zones de circulation / d'évolution des engins sur site et sur plan à transmettre au CSPS avant intervention : - Sens de circulation - Aire de retournement - zone d'évolution des engins en co activité	Lot gros œuvre et toute entreprise devant réaliser un terrassement ou des mouvements de terre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de plain-pied : zones intérieures	A l'avancement des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception d'éclairage en très basse tension de sécurité (TBTS) 25 V ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA, des circulations verticales et horizontales, des vide sanitaires et des locaux aveugles. L'installation d'éclairage de chantier devra être vérifiée par un organisme agréé avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot électricité.	Toutes les entreprises.	AFNOR NFX 35-103 R4534-9 R4226-21
Chute de plain-pied : zones extérieures	A l'avancement des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception d'éclairage en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA des circulations extérieures (entre la base-vie et le bâtiment notamment). L'installation d'éclairage de chantier devra être vérifiée par un organisme agréé avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot électricité.	Toutes les entreprises.	R4533-2 R4534-9 AFNOR NFX 35-103 R4226-21
Chute de plain-pied.	Nettoyage sur injonction du CSPS, MO ou MOE,	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Renversement du	Lorsqu'un conducteur de camion exécute une	Toute entreprise utilisant un camion	Toutes les entreprises.	R4534-11

personnel.	manœuvre, mettre en place un ou plusieurs travailleurs afin de diriger le conducteur et avertir, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule.	devant réaliser une manœuvre ou décharger une benne.		
------------	---	--	--	--

4.2.3 ARTICLE 4532-44 - 3° b) Mesures de coordination concernant les conditions de manutention des différents matériaux et matériels (interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles).

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Stabilité des engins de levages mobiles.	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de levage. Situation / Dimension	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Fatigue / T.M.S.	Goulottes d'évacuation	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Fatigue / T.M.S.	Transpalettes	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.4 ARTICLE 4532-44 - 3° c) Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Stabilité des zones de stockage.	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de stockage, pouvant accueillir des containers. (Cf. PIC)	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-7
Chute de hauteur.	Stockage des matériaux sur zone définie sur le PIC. En cas d'utilisation de locaux dans le bâtiment à construire, identification sur porte.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Sanitaire Explosion Incendie	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée pour les matériaux dangereux. Vérifier la compatibilité des matériaux stockés. Concertation en phase de préparation et identification lors de l'inspection commune.	Entreprise utilisant des produits dangereux.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.5 **ARTICLE 4532-44 - 3° d) Mesures de coordination concernant les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
T.M.S Sanitaire Chute de plain-pied.	Mise à disposition de tous les corps d'état jusqu'à la fin du chantier de chariots (grutables / compatibles avec engin de levage chantier) dans les différents niveaux pour acheminement des déchets jusqu'aux zones d'évacuation. Condition de stockage avant enlèvement : vérifier la surcharge admissible des planchers.	Lot gros œuvre. Selon taille du chantier voir affectation de la prestation.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Sanitaire Chute de plain-pied.	Mise en place de bennes à déchets jusqu'à la fin du chantier, sur plateforme aménagée.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	Loi n° 75.633 du 15 juillet 1975, modifiée par la Loi n°92.646 du 13 juillet 1992
Plomb	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement des déchets hebdomadaire.	Lot démolition.	Toutes les entreprises.	L4121-2 INRS ED 909
Amiante	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement après décontamination hors du chantier aussitôt que possible dès que le volume le justifie.	Lot désamiantage.	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012

4.2.6 **ARTICLE 4532-44 - 3° e) Mesures de coordination concernant les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.**

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Sanitaire.	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée. Enlèvement des déchets hebdomadaire.	Entreprise utilisant des produits dangereux.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.7 ARTICLE 4532-44 - 3° f) Mesures de coordination concernant les l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Chute de personnel.	Entretien des garde-corps en tête des blindages.	Lot gros-œuvre / fondations spéciales	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de hauteur.	Mise en place et entretien des garde-corps en tête des talus, ou balisage 3m en retrait du risque de chute.	Lot gros-œuvre / terrassement	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute dans tranchée.	Mise en place de garde-corps au droit de toutes les tranchées. Prévoir un dispositif de franchissement sécurisé tous les 10m pour toute largeur de tranchée > 0.40m.	Lot gros œuvre et toute entreprise devant réaliser un terrassement.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-36
Electrocution	<p>A l'avancement des travaux, à partir des points de raccordement par le lot gros-œuvre, réalisation et entretien jusqu'à la réception de l'installation électrique de chantier conformément aux règles de la section 704 de la norme NF C 15-100. Cette installation comportera au minimum :</p> <p>—au rez-de-chaussée: un socle de prise de courant 20 A triphasé + T.</p> <p>Aucun point du bâtiment ne doit être distant d'un coffret de plus de 25 m.</p> <p>L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un organisme agréé avant mise en service et lors de chaque modification et tous les 12 mois minimum. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.</p> <p>Cheminement des câbles en colonne montante et non dans les cages d'escaliers.</p>	Lot électricité.	Toutes les entreprises.	L4121-2 / NFP 03 001 / Fiche OPPBTP G1 F 03 12 R4534-75 R4226-21

Risque de chute.	Maintien des protections gémagrille jusqu'à la pose des portes définitives, à maintenir fermées, notamment lors des essais.	Lot ascenseur.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute causée par gaine technique de petite dimension (< 1mx1m).	Mise en place de plaque fixée ou boîte de protection tronconique.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 fiche OPPBTP B1 07 10
Chute de hauteur dans gaine technique de grande dimension (> 1mx1m).	Mise en place de treillis soudés (mailles 10cmx10xm maxi)	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 fiche OPPBTP B1 M 06 10
Chute de hauteur.	Contrôle et remise en conformité hebdomadaire de tous les garde-corps provisoires de chantier (et sur injonction du CSPS/MOE/MO) jusqu'à la réception.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de hauteur.	Protection de tous risques de chute (trémies, rives de dalles et planchers, balcons, etc.) par mise en place de garde-corps provisoires – concertation obligatoire en phase préparation avec tous les lots et le CSPS pour validation des protections provisoires, permettant la pose des ouvrages définitifs sans dépose de celles-ci. Ou avec MOE si possible en conception.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'empalement.	Mise en place de protection sur tous les fers en attente (isolés ou en nappes).	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'empalement.	Mise en place de protection sur toutes les platines en attente, jusqu'à la pose des ouvrages définitifs.	Tous les lots avec platines de prescellement.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.8 ARTICLE 4532-44 - 3° g) Mesures prises en matière d'interactions sur le site.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Renversement	Parking personnel.	Lots gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
	Autorisation de voirie, notamment pour la zone d'emprise de grue, parking et stockage pendant toute la durée du chantier.	Lots gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Accident lors de chute de matériaux volontaire	Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise.	Lot démolition	Toutes les entreprises.	R345
Risque d'effondrement	Stockage en tête de talus interdit / roulement.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'effondrement	Prendre en compte les préconisations du géotechnicien. Tenir un retrait d'1.30m en pied de talus (pente à respecter) au droit des ouvrages béton en sous-sol, et respecter le retrait en tête préconisé par le rapport géotechnique Dans le cas contraire, soutènements provisoires à mettre en place et à maintenir jusqu'au remblaiement de la zone concernée. Faire établir en conception un plan de terrassement avec le retrait en pied et en tête, en respectant les préconisations du rapport géotechnique, à demander également. Attention à la limite de parcelle / mitoyens.	Lot gros œuvre et toute entreprise devant réaliser un terrassement.	Toutes les entreprises.	Rapport géotechnique.
Renversement par des tiers.	Mise en place au début des travaux et entretien jusqu'à la réception de clôtures en périphérie de la zone de chantier. Contrôle et remise en état hebdomadaire jusqu'à la fin du chantier. En cas d'intervention à proximité d'une voie, prévoir les protections lourdes type GBA et panneaux de signalisation routière.	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque de chute.	Interdiction de travailler sur nacelle et échafaudage en cas de vent, de neige ou de pluie.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	R4323-68
Risque de chute.	En cas de verglas, de gelée ou de neige , des mesures sont prises pour prévenir toute glissade sur les passerelles.	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises	R4534-83
Risque d'incendie.	Isolement CF 1h de la zone de chantier par rapport au	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises	L4121-2

	lieu en exploitation jusqu'à la réception.			
Risque sur réseaux actifs (pour toute réhabilitation ou intervention en site occupée).	Avant tous travaux, neutralisation par les lots techniques des réseaux. En cas d'impossibilité (technique ou dû à l'exploitation du site), ceux-ci seront identifiés sur le chantier jusqu'à la réception. Afin d'éviter le rétablissement inopiné de la tension pendant la durée des travaux, prévoir la condamnation, en position d'ouverture, des appareils de coupure ou de sectionnement correspondants	Lots techniques.	Toutes les entreprises	L4121-2 R4534-128
Risque sanitaire	Lors d'utilisation de peinture, résine ou produit chimique, transmettre la FDS au CSPS avant intervention et assurer une ventilation efficace (naturelle ou rapportée) de la zone de travaux. Intervention sans co activité.	Toute entreprise utilisant un produit dangereux.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque chimique	Intervention d'une société agréée pour la dépose des produits PCB et ou PCT, en l'absence d'autre entreprise.	Lot démolition.	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque de chute d'éléments en cours de levage.	Achever la manutention en cours le plus rapidement possible si la dépose immédiate de la charge n'est pas possible et appliquer la procédure prévue pour la mise en sécurité des salariés et des appareils lorsque la vitesse du vent dépasse la vitesse spécifiée dans la notice du constructeur, sans toutefois dépasser 72km/h.	Utilisateur des grues.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R406
Risque d'incendie.	Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol + + inspection mensuelle + maintenance annuelle minimum) d'extincteur dans le bureau de chantier pendant toute la phase chantier.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R406 NF S 61-919
Risque de chute de banche.	Stabilité des banches à assurer pendant toutes les phases du travail et stockage fiable par tire pousse et stabilisateur béton.	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque flocage/projection.	Balisage de la zone de travail, ventilation des locaux et interdiction d'accès aux autres intervenants pendant les projections	Toute entreprise réalisation un flocage/projection.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de chute d'éléments lors de la pose d'ouvrages	Interdire l'accès à la zone de pose et assurer la stabilité des ouvrages en phase provisoire.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Stabilité / Chute de hauteur.	Mise en commun de l'échafaudage pour le lot 01 jusqu'à la fin de ses travaux, après convention de mise à disposition et affichage du PV de réception. Contrôles obligatoires, à charge de l'installateur, lors de la première utilisation, en cas de modification ou interruption d'au moins 1 mois de l'échafaudage : examen d'adéquation, examen de montage et d'installation, examen de l'état de conservation de l'échafaudage. Vérification journalière de l'échafaudage à charge de chaque utilisateur. Vérification trimestrielle (examen de l'état de	Lot GO	Toutes les entreprises.	L4121-2 Arrêté du 21/12/04 relatif aux vérifications des échafaudages

	conservation de l'échafaudage) à charge de l'installateur. Mise en place de tunnel de protection au droit des pénétrations du bâtiment.			
Chute de hauteur.	Utilisation de l'échafaudage du lot Façades pour la pose des éléments extérieurs :	Lot 02	Toutes les entreprises.	L4121-2
Asphyxie en sous-sol.	Mise en place de caillebotis provisoires sur toutes les courettes anglaises, amenée et extraction d'air à l'avancement de l'élévation du gros-œuvre, jusqu'à la pose des ouvrages définitifs. Détecteur Co2 Travailleur isolé proscrit	Lot serrurerie.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Coupure-Choc-Heurt Emission de poussières	Installer vos zones de découpes / poste de travail dans une pièce identifiée – pas dans une zone de circulation. Privilégier le captage à la source	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2 ED6192
Risque auditif Asphyxie	En cas d'utilisation d'un matériel type compresseur ou équivalent, celui-ci devra être positionné à l'extérieur du bâtiment ou dans la zone d'intervention (pas dans les parties communes). Attention aux moteurs thermiques (nacelle, machine à projeter, etc.) : utilisation intérieure proscrite.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Chute de plain-pied	Cheminement des tuyaux d'approvisionnements à prévoir dans les gaines techniques ou depuis les ouvertures de façades : en aucun cas dans l'escalier.	Lot 09 revêtements murs et sols.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'incendie.	Tenir à proximité de tous travaux générant étincelle ou point chaud un extincteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Feu couvant	Arrêt du poste de travail 1 heure avant le départ du chantier et vérification des zones travaillées.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de projection.	Percements en plafonds et dalles : balisage des zones d'intervention, en partie haute et en partie basse, pour prévenir le risque de chute de gravats liés au percement (carottage), et interdiction d'accès à une zone en travaux.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de projection - généralité.	Balisage des zones d'intervention.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque levage.	Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de chute de matériel / matériaux.	Balisage en pied pour tous travaux en hauteur.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2

4.2.9 ARTICLE 4532-44 - 4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA	Référence documentaire.
--------	--	---------------------------------------	-------------------------------	-------------------------

	contrôle de la distribution d'énergie électrique en cause.			
Risque sur réseaux actifs.	Rappel des distances minimales de sécurité : 1° Trois mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est inférieure à 50 000 volts ; 2° Cinq mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est égale ou supérieure à 50 000 volts .	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	Article R4534-108
Risque sur réseaux actifs.	Si la ligne ou l'installation électrique est du domaine basse tension A (BT A), cette mise hors d'atteinte est réalisée : 1° Soit en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés ; 2° Soit en isolant par recouvrement les conducteurs ou autres pièces nus sous tension , ainsi que le neutre.	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-119
Risque sur réseaux actifs.	Lorsque la ligne ou l'installation électrique est des domaines basse tension B (BT B), haute tension A (HT A) et haute tension B (HT B), la mise hors d'atteinte de cette ligne ou de cette installation est réalisée en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension , ainsi que devant le neutre. Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans. En outre, l'entreprise désigne une personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-121
Risque sur réseaux actifs.	L'employeur qui envisage de réaliser des travaux de terrassement , des fouilles, des forages ou des enfoncements s'informe, auprès du service de voirie compétent en cas de travaux sur le domaine public, auprès du propriétaire en cas de travaux sur le domaine privé et, dans tous les cas, auprès du représentant local de la distribution d'énergie électrique, s'il existe des canalisations électriques souterraines, qu'elles soient ou non enterrées, à l'intérieur du périmètre des travaux projetés ou à moins de 1,50 mètre à l'extérieur de ce périmètre.	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	Article R4534-110
Risque sur réseaux actifs.	Lorsque des travaux de terrassement , des fouilles, des forages ou des enfoncements sont à réaliser au voisinage de canalisations électriques souterraines de quelque classe que ce soit, le parcours des	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-122

	canalisations et l'emplacement des installations sont balisés de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. En outre, l'entreprise désigne une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent ou approchent leurs outils à moins de 1,50 mètre des canalisations et installations électriques souterraines.			
Risque de heurt du personnel de chantier par l'activité du site en exploitation.	Balisage des accès et de la zone en travaux jusqu'à la réception. Séparation des flux intervenants chantier / utilisateurs.	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque d'incendie.	Isolement CF 2h de la zone de chantier par rapport au lieu en exploitation jusqu'à la réception. Permis feu	Lot gros-œuvre	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque sanitaire	Lors d'utilisation de peinture, résine ou produit chimique, transmettre la FDS au CSPS avant intervention et assurer une ventilation efficace (naturelle ou rapportée) de la zone de travaux. Intervention sans co activité.	Lot unique	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque chimique	Intervention d'une société agréée pour la dépose des produits PCB et ou PCT.	Lot unique	Toutes les entreprises	L4121-2

4.2.10 ARTICLE 4532-44 - 5° Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Salubrité du chantier	Réalisation VRD préalables pour opérations > 760 000 euros.	Maître d'ouvrage.	Toutes les entreprises.	R4533-1
Salubrité du chantier	Avant le début des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception de l'alimentation eau froide depuis le réseau concessionnaire, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à la gaine technique plomberie de chaque bâtiment.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	R4533-3
Risque électrique et salubrité du chantier.	Avant le début des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception de l'alimentation électrique générale de chantier depuis le réseau concessionnaire, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier, les engins de levages et jusqu'à la gaine technique électrique de chaque	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	R4533-4

	bâtiment. L'installation électrique de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.			
Salubrité du chantier.	Avant le début des travaux, branchements provisoires d'égout depuis le réseau concessionnaire jusqu'aux constructions à réaliser et aux installations communes de chantier, en tenant compte des aménagements d'hygiène nécessaires.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	R4533-5
Risque sanitaire.	Mise en œuvre de l'installation de chantier (après réalisation des branchements EU/EV – EF – ELECTRICITE) jusqu'à la réception (y compris réalisation des abords). Sanitaires , éclairés, climatisés, chauffés et aérés, nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour , comprenant : 1 Cabinet pour 20 personnes 1 Urinoir pour 10 personnes 1 lavabo pour 10 personnes 1 douche pour 8 personnes (en cas de travaux salissants ou insalubres) Vestiaires éclairés, climatisés, chauffés et aérés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté : 1.25 m² et 1 armoire à deux compartiments distincts (vêtements de travail, vêtements de ville) par salarié Local réfectoire éclairé, climatisé, chauffé et aéré tenu en parfait état de propreté : 1.5 m² par salarié Equipement pour déjeuner sur place : Tables et chaises en nombre suffisant Appareil de cuisson ou réchauffage (1 par bungalow réfectoire) Eau potable fraîche (fontaine réfrigérée) et eau chaude (pour chaque bungalow réfectoire) – 3Lminimum/jour/salarié Réfrigérateur (1 par bungalow réfectoire) Les installations tiendront compte de la présence (ou non) de personnel féminin. Selon l'évolution du chantier, des installations supplémentaires pourront être demandées afin de répondre à la réglementation.	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4221-1 R4228-6 à 12, et de 22 à 24. R4534-138 à 145
Sanitaire, en cas d'intervention de plusieurs entreprises sur des ouvrages contenant	Installations à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie de l'établissement , le premier étant exclusivement réservé au rangement des	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	R4412-156

du plomb.	vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires. Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier.			R4412-158
Salubrité	Si les installations communes d'hygiène sont distantes de plus de 50 m de l'accès des bâtiments, mise en place et entretien jusqu'à la réception de W.C. dans le bâtiment. Si celui-ci comporte plus de 5 niveaux au-dessus du rez-de-chaussée, installation d'un W.C. et d'un distributeur d'eau réfrigérée par tranche de 5 niveaux.	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises	NF P 03-001
Salubrité en phase terrassement/berlinoise.	Mise en œuvre d'une installation sanitaire, réfectoire et vestiaire autonome.	Lot terrassement/berlinoise.	Lot terrassement/berlinoise	L4121-2
Condition de travail des travailleurs.	Mise en place d'une salle de réunion trimestrielle à destination du CISSCT (éclairée, climatisée, chauffée et aérée), d'une capacité minimum de 50 personnes (2 personnes par entreprise + MO/MOE + organismes de prévention), dès la première réunion du CISSCT, jusqu'à sa clôture.	Lot gros œuvre.	Tous les intervenants.	L4532-10
Chute de plain-pied.	Nettoyage et évacuation des déchets hebdomadaire des zones communes du chantier, jusqu'à la réception.	Phase terrassement : lot 01 Phase gros œuvre : lot 01 Phase clos-couvert : lot 1 Phase CES-CET : lot 02 et 03.	Toutes les entreprises.	L4121-2

Hygiène et Cantonnement : Exigences réglementaires

Installation d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Moyen à mettre en œuvre	Particularités
		< 4 mois	> 4 mois		
Exigences à mettre en œuvre				Check List des actions réalisées (cocher ce qui est fait)	
Local réfectoire (suite) R4228-22 à 24	Garde-manger ou réfrigérateur		X	<input type="checkbox"/> Réfrigérateur conseillé	
Eau potable	Pour la boisson	X	X	<input type="checkbox"/> Eau potable fraîche, 3 litres au moins par jour et par travailleur	
Sanitaires R4228-7 à 11	Lavabos	X	X	<input type="checkbox"/> lavabos, 1 au moins pour 10 travailleurs ou système de rampes équivalent	<input type="checkbox"/> Pour les très courts chantiers jumelés au sanitaire.
	Eau pour se laver		X	<input type="checkbox"/> Eau courante à température réglable	
		X		<input type="checkbox"/> Si l'eau courante est impossible, possibilité de raccorder sur un réservoir, avec quantité suffisante	
			X	<input type="checkbox"/> L'eau doit être à température réglable	
	Cabinets d'aisance (WC, urinoirs)		X	<input type="checkbox"/> Un cabinet et un urinoir pour 20 (ou 2 cabinets) avec raccordement sur réseau (collectif ou fosse)	<input type="checkbox"/> En cas d'éloignement de la base vie, prévoir des points complémentaires
		X		<input type="checkbox"/> Un cabinet chimique pour 10	
	Douches	X	X	<input type="checkbox"/> 1 pour 8, pour les travaux insalubres et salissants* (plomb, amiante...)	

*Arrêté du 3 octobre 1985 fixant les conditions dans lesquelles des douches doivent être mises à la disposition du personnel effectuant des travaux insalubres ou salissants; Version consolidée au 01 juillet 1990.

Documents de référence: Code du travail, "Aide mémoire juridique" INRS Tj 11, "socle commun de prévention", "cantonnements de chantier" CRAMIF NT N° 27, "installation d'accueil des salariés sur chantiers" OPPBTP Réf H3 MO2 99.

Hygiène et Cantonnement : Exigences réglementaires

Installation d'accueil dans les chantiers		Durée du chantier		Moyen à mettre en œuvre	Particularités
		< 4 mois	> 4 mois		
Exigences à mettre en œuvre				Check List des actions (cocher ce qui est fait)	
Tous locaux (base vie ou installation dans le bâtiment) <i>Article L4221-1 et R4228-12</i>		X	X	<input type="checkbox"/> Aérés, éclairés et chauffés <input type="checkbox"/> Tenus en état de propreté constant	
		X		<input type="checkbox"/> Si les locaux fixes ne sont pas adaptés, possibilité d'utiliser des véhicules de chantier, spécialement aménagés à cet effet, qui doivent pouvoir répondre aux mêmes besoins. <input type="checkbox"/> Pour un chantier de travaux souterrains, le local vestiaire doit se trouver au jour <input type="checkbox"/> Le local en sous-sol n'est toléré qu'exceptionnellement, à défaut d'autre solution, il n'est accepté que s'il est possible de l'aérer et de l'éclairer convenablement, et de le tenir en état constant de propreté.	
Local vestiaire <i>R4228-6</i>	Armoires vestiaires	X	X	<input type="checkbox"/> 1 vestiaire par personne	<input type="checkbox"/> 2 compartiments pour les travaux insalubres et salissants* (plomb, amiante...).
		X		<input type="checkbox"/> Si le chantier est trop exigu pour des armoires, possibilité de les remplacer par des patères en nombre suffisant	
	Sièges	X	X	<input type="checkbox"/> en nombre suffisant (1 par salarié ou bancs)	
Local réfectoire (sauf en cas de prise en charge du repas par l'employeur exemple prime de panier) <i>R4228-22 à 24</i>	Tables et chaises	X	X	<input type="checkbox"/> en nombre suffisant	
	Appareil de réchauffage ou de cuisson	X	X	<input type="checkbox"/> Chauffe-gamelle (ou tout autre matériel permettant de garder au chaud ou de réchauffer)	
	Eau		X	<input type="checkbox"/> Un robinet pour 10 usagers conseillé	

4.2.11 ARTICLE 4532-44 - 6° Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière..

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Appel des secours.	Affichage de l'adresse et du numéro téléphonique du service d'urgence auquel s'adresser en cas d'accident.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-154
Appel des secours.	Contacteur OBLIGATOIREMENT le PC SECURITE MILITAIRE	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Orientation pour les secours.	Mise en place du balisage d'identification des étages et n° de locaux, et entretien jusqu'à la réception, y compris accès aux bâtiments.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Organisation des secours.	Permanence d'un secouriste pour 20 personnes sur le chantier, identifié sur le casque, jusqu'à la réception. <i>Pour chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux (chute > 3m, démolition, etc.).</i>	Phase terrassement : lot gros-œuvre. Phase gros œuvre : lot gros-œuvre. Phase clos-couvert : lot charpente puis lot menuiserie extérieure. Phase CES-CET : lot cloison et lot électricité (1 secouriste chacun).	Toutes les entreprises.	R4224-15 R4534-152
Risque de chute de plain-pied.	A l'avancement des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception d'éclairage type BAES permettant l'évacuation sûre et facile du personnel, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zones aveugles,... Un balisage sera installé en sous-sol de façon à assurer la reconnaissance des obstacles et des changements de direction et permettre de s'orienter vers les sorties. L'installation d'éclairage de sécurité de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot électricité.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4226-21
Organisation des secours.	Au moins un escalier sera constamment en service pendant toute la durée du chantier.	Lot gros-œuvre – OPC.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-75
Matériel de secours.	Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
	Cage de fond de fouille phase terrassement	Terrassement / gros œuvre	Toutes les entreprises.	L4121-2
Organisation des secours.	Mise à disposition jusqu'à la fin de chantier d'une trousse de secours complète et adaptée à la nature des risques du chantier (à compléter pendant tout le chantier) dans le local vestiaire.	Lot gros-œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4224-14

Risque d'incendie.	Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs suivant la répartition suivante : un extincteur à eau pulvérisée de 6L minimum pour 200m2 de plancher.	Lot gros œuvre.	Toutes les entreprises.	L4121-2 INRS TJ 20 NF S 61-919
--------------------	--	-----------------	-------------------------	---

Consignes

Les consignes à mettre en œuvre sont :

- Localiser et isoler le blessé
- Appel des secours « Centre 15 » ou « Pompiers 18 » en précisant autant que faire se peut, la nature du traumatisme visible et la localisation de l'accident
- Accueil devant le PC Sécurité des véhicules de secours et du personnel puis accompagnement des secours au blessé, en s'assurant que toutes les circulations verticales et horizontales soient bien dégagées

Déclaration d'accident

Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, **préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures)** et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.

4.2.12 Mesures d'évacuation

L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire :
Par ambulance en empruntant la voie d'accès au préalable dégagée.

4.2.13 Services d'urgence

Désignation	Téléphone
SAMU	15
Gendarmerie	17
Pompiers	18 / 112 (portable)
Pharmacie de proximité	

4.2.14 ARTICLE 4532-44 - 7° Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Incompréhension des consignes de sécurité.	Chaque entreprise devra assurer la présence d'au minimum une personne maîtrisant la langue française sur le chantier, jusqu'à la réception.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.	R4532-38.
Intervention d'entreprise non autorisée.	Chaque entreprise devant intervenir sur le chantier doit prendre rendez-vous avec le CSPS pour réaliser son inspection commune au minimum 15 jours avant son intervention. Chaque entreprise devra tenir informé le CSPS en cas d'intervention de sous-traitant (lui transmettre son PPSPS), et respecter les dispositions décrites ci-avant. Chaque entreprise devra appliquer le PGCSPS et rédiger un PPSPS avant son intervention.	Toutes les entreprises intervenant sur le chantier.	Toutes les entreprises.	R4532-13. L4532-9.

Sous-traitants – Prestataires

En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de la loi 93-1418, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera celui agréé par le maître d'ouvrage au titre de la loi 75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS par celui-ci. Tout prestataire de l'entreprise titulaire exécutant des travaux générant un risque majeur en co-activité sera présenté au CspS par l'entreprise titulaire pour réaliser une inspection commune et devra remettre un PPSPS. Les autres prestataires de l'entreprise titulaire agiront sous sa responsabilité. L'entreprise titulaire devra leur transmettre le PGC ainsi que les consignes transmises lors de l'I.C. L'entreprise titulaire procède à une analyse de risque des tâches du prestataire dans son PPSPS si nécessaire. Les prestataires du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre agiront sous leurs responsabilités.

Personnes autorisées :

Les personnes autorisées au sens de la mission de coordination SPS à accéder au chantier, sont :

Les personnels des entreprises titulaires ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les personnels des entreprises sous-traitantes agréées par le MO ayant réalisé leur inspection commune et remis leur PPSPS

Les prestataires définis à l'article 3.1.6

4.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Le plan d'installation de chantier sera à soumettre par le lot Gros œuvre au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier. Il sera mis à jour sur demande du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux.

Le Plan réalisé par l'entreprise, sera décomposé au minimum, suivant les phases distinctes suivantes :

- * Phase de terrassements
- * Phase de gros-œuvre
- * Phase d'aménagement intérieur
- * Phase d'aménagements extérieurs

Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants :

- * Installations générales de chantier (base-vie, etc.).
- * Position des clôtures de chantier
- * Position du portail d'accès
- * Position de la signalisation de chantier
- * Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier
- * Emplacement des aires de stockage
- * Position de l'armoire principale de l'installation électrique
- * Positions des armoires secondaires
- * Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets
- * Toute indication que l'entreprise jugera nécessaire pour la parfaite compréhension de son organisation de chantier
- * Toute indication supplémentaire demandée par le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur SPS jusqu'à la réception.

4.4 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE

Nom du CSPS : PARENT Patrick – 06.79.63.16.34 pparent@alpes-contrôles.fr

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier	8 avenue de l'Aviation 66250 Saint LAURENT DE LA SALANQUE	Coordonnées de la personne à contacter	PC SECURITE	
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)	Accès militaire – Autorisation OBLIGATOIRE	Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> oui	<input checked="" type="checkbox"/> non

Partie à renseigner par l'entreprise			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type
Autres renseignements utiles			

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

1 Ici chantier EXTENSION DE CONSTRUCTION EXISTANTE - CHENIL

À (commune ou arrondissement) **SAINT LAURENT DE LA SALANQUE**
N° Rue **8 avenue de l'Aviation 66250 ST LAURENT DE LA SALANQUE**
En face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.

